



## HMI à l'ESI de GRENOBLE le 30 Septembre 2014

Environ la moitié des présents ce jour à l'ESI de Grenoble participaient à cette HMI.

Arnaud BOURDIN (ESI DIJON) secrétaire de la section DISI CGT et Pierre-Yves MONIN (ESI DIJON) ont commencé par un rappel concernant la configuration de la DISI et le rôle des différents responsables.

La première partie de la réunion concerne l'interministérialité et ses conséquences :

En effet, depuis le 1<sup>er</sup> Aout, l'informatique de l'Etat est passée sous la tutelle directe du Premier ministre et de la DISIC, dirigée par Jacques Marzin, le père de la « pause qualité » d'Hélios. Celui-ci aura désormais un droit de regard sur tous les projets informatiques de l'Etat. Son objectif principal sera évidemment de faire un maximum d'économies. Le chiffre avoué pour le moment est de 25 %, ce qui est forcément dangereux pour tous les informaticiens de l'Etat. Qu'il s'agisse de nos rémunérations, de nos missions ou de nos conditions de travail, il est évident que la menace est très sérieuse et appelle une riposte proportionnelle à l'ampleur de la provocation.

Car au-delà de la remise en cause des investissements et de la volonté de mise en commun des personnels et des ressources , c'est bel et bien notre statut d'informaticiens de la DGFIP qui est menacé, avec tous ses acquis comme le droit à la formation, la représentativité et les primes.

Les informaticiens de la CGT travaillent à une plateforme revendicative complète qui va totalement à l'encontre de ces décisions et émet des propositions concrètes pour faire progresser notre métier dans le respect des statuts.

Devant la surdité des responsables de la Direction Générale, les informaticiens de la DGFIP vont devoir prendre leur destin en mains et , pour ce faire, la CGT va prochainement proposer l'organisation d'assises de l'informatique qui réuniront des représentants de tous les ESI .

Les agents présents ont accueilli très favorablement toutes ces propositions.

La seconde partie de la réunion a permis d'aborder de nombreux sujets locaux au cœur des préoccupations des agents :

- L'application PAY doit être convertie avec Bluage de COBOL en JAVA.. La direction ne semble avoir aucun doute concernant la désignation de Grenoble comme futur centre de développement de la Paie en Java mais une grande partie des agents aimeraient avoir une confirmation écrite de ce choix et disposer d'un plan de formation.
- Horaires variables : la coexistence de 2 règlements (ancien règlement voté il y a quelques années et règlement Agora) crée un certain nombre de problèmes, notamment de sécurité, aux agents. Certaines personnes souhaitent que le règlement soit voté de nouveau.
- Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014, le gardien n'assure plus la surveillance du bâtiment de 17h à 21h, ce qui entraîne la fermeture de la grille à 17h.. les agents qui sortent entre 17 et 19h doivent donc suivre un parcours du combattant à travers le sous-sol pour quitter le bâtiment. Cela pose, en outre, un énorme problème de sécurité concernant l'évacuation du bâtiment en cas d'incendie ou autre difficulté.
- Le cahier permettant de signaler toute question à destination du CHS n'existant plus, il faut remplir des fiches dématérialisées mais il n'est pas aisé de retrouver l'historique. A ce sujet, nous ne pouvons que condamner l'attitude de la direction lors du dernier CHS, où l'examen des 3 fiches de Grenoble récemment émises a été reporté à 2015 sous prétexte d'une erreur de destination qui reste à prouver. Cette rétention d'information est inadmissible .
- L'effectif de la CID de Grenoble de 9 personnes pour 2400 postes à gérer semble largement insuffisant si l'on compare à la moyenne nationale. La direction ne paraît pas, pour l'instant, disposée à revoir cet effectif à la hausse.
- Lors de la réunion avec la Direction sur les listes d'aptitude, le représentant de l'administration a clairement laissé entendre que l'ESI de Grenoble serait « puni » et n'aurait pas droit à des promotions cette année, alors que les agents ne sont nullement responsables des arrangements que l'administration a lamentablement échoué à faire valider .

La réunion s'est terminée sur la présentation des élections des représentants du personnel du 4 décembre. La CGT sera là pour défendre le personnel, tout le personnel et refuse de participer à un semblant de cogestion avec la direction.

<http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

